

20 février 2008

La Culture stratégique et la normalisation militaire du Japon

*Réseau Asie - III^e Congrès
26-27-28 septembre 2007
Maison de la Chimie (Paris)*

Céline Pajon



Centre Asie Ifri



L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux. L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne à Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme l'un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité des auteurs.

ISBN : 978-2-86592-252-9

© Tous droits réservés, Ifri, 2008

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 - France
Tél. : 33 (0)1 40 61 60 00
Fax : 33 (0)1 40 61 60 60
Courriel : ifri@ifri.org

Ifri-Bruxelles

Rue Marie-Thérèse, 21
1000 - Bruxelles, Belgique
Tél. : 00 + (32) 2 238 51 10
Fax. : 00 + (32) 2 238 51 15
Courriel : info.bruxelles@ifri.org

Site Internet : www.ifri.org

LA CULTURE STRATÉGIQUE ET LA NORMALISATION MILITAIRE DU JAPON

Céline Pajon

INTRODUCTION

Doté d'une culture militaire traditionnellement forte, représentée par l'image du samouraï, du bushido et d'un militarisme virulent dans les années 1930-1940, le Japon, après la césure de 1945 et l'occupation américaine, semble avoir perdu toute vision stratégique. Sa constitution renonçant au droit souverain de la guerre, le Japon a placé sa défense sous la responsabilité de son allié américain. Progressivement, la doctrine Yoshida, consacre la prééminence de la reconstruction et de l'essor économique du pays. La sécurité japonaise est garantie, d'une part, grâce à l'alliance avec les États-Unis, d'autre part, par une politique économique et commerciale visant à protéger les intérêts, notamment énergétiques, du Japon. Lors de la guerre froide, le Japon confirme l'abandon de son indépendance stratégique au profit des États-Unis, et travaille à accroître sa puissance économique.

Dans ces conditions, une culture stratégique japonaise a-t-elle pu subsister ? Si cette culture doit se définir exclusivement à travers la place et les valeurs traditionnels du guerrier, force est de constater que les bouleversements de la seconde guerre mondiale l'ont fortement discrédité. Il semble cependant plus opportun d'étendre la définition de la culture stratégique japonaise au concept d'adaptation, révélateur de la manière dont les Japonais conçoivent leurs grandes orientations stratégiques.

Placer l'adaptation au cœur de la culture stratégique japonaise permet notamment de relativiser la passivité japonaise et la supposée nature pacifique du Japon depuis la fin de la guerre. Ainsi, à maints égards, le pacifisme affiché apparaît comme un instrument au service des responsables politiques du pays.

Depuis la fin de la guerre froide, une nouvelle génération d'hommes politiques prône l'affranchissement vis-à-vis des contraintes constitutionnelles et un regard décomplexé sur l'histoire du pays, suscitant colère et appréhension chez ses voisins asiatiques. Assiste-t-on à une rupture avec la doctrine Yoshida, susceptible de déboucher sur la constitution d'une véritable force militaire autonome, ou à une nouvelle phase d'adaptation caractéristique des ressorts de la culture stratégique japonaise ?

Cette première approche sera complétée par une nécessaire étude de l'apport américain dans la culture stratégique japonaise. Si l'influence américaine a en partie inhibé la réflexion

Céline Pajon est assistante de recherche, au Centre Asie Ifri.

stratégique japonaise, elle l'a également nourrie à plusieurs titres. Nous nous intéresserons dans la poursuite de cette étude à la réception des concepts stratégiques américains dans les milieux politico-militaires japonais, aux détails de la formation des officiers japonais et aux nombreuses interactions entre les troupes nippones et américaines, qui ont modifié certaines perceptions stratégiques japonaises.

La culture stratégique japonaise : la nécessaire adaptation

Évolution de la place du guerrier dans la culture stratégique japonaise : du militarisme à l'antimilitarisme

La figure du guerrier a longtemps disposé d'une place prédominante au sein de la société japonaise. Ses valeurs (honneur, abnégation...) - définies dans le bushidô- ont fortement influencé la culture stratégique du pays que ce soit dans sa manière d'aborder le combat (valorisation de la mort des kamikazes de la 2^e guerre mondiale) ou dans la conception des rapports civilo-militaires privilégiant traditionnellement ces derniers. La défaite de 1945 a profondément mis à mal cet aspect de la culture stratégique japonaise.

Le contexte historique (prégnance du système féodal et guerres internes régulières) et géographique (relatif isolement) a permis l'émergence d'une culture stratégique spécifique marquée par la prédominance du guerrier (*bushi*). Prédominance politique avec le système du *shôgunat* mais également culturelle à travers l'idéalisation des valeurs du *bushidô*, véritable voie de connaissance et de perfectionnement individuel. Ainsi, au-delà de la recherche classique d'un avantage matériel, la guerre est fortement influencée au Japon par la recherche de l'honneur et du prestige. Le *Hagakuré*, rédigé au début du XVII^e siècle, fait l'éloge du dédain de la mort.

Jusqu'en 1945, la conduite de la guerre par les Japonais est marquée par ces dispositions mentales particulières. Lors de la 2^e guerre mondiale, le mépris de la mort est sublimé à travers le shintô d'État et la déification au sanctuaire Yasukuni des guerriers morts. Révélateur de cet état d'esprit, les soldats japonais ne se rendent généralement pas mais se sacrifient pour éviter la honte de la reddition. Face à l'infortune des armes, les actions suicidaires deviennent partie intégrante de la stratégie militaire : les kamikazes (*tokkôkai*) réduisent ainsi de moitié la *Task Force* 58 lors de la bataille d'Okinawa.

Autre conséquence de cette culture stratégique valorisant la figure du guerrier, les militaires ont longtemps bénéficié d'une image positive, justifiant leur mainmise sur la direction du pays. Depuis des siècles, le code du guerrier lui-même justifie cette implication des militaires dans les affaires du gouvernement : « le bushido a pour idée fondamentale que les vertus propres aux guerriers, la fidélité au seigneur et le courage devant la mort dont le signe suprême est le suicide rituel, les qualifient pour la direction morale et politique du pays »¹. Les réformes de Meiji, notamment la conscription, renforcent le lien entre l'armée et la population, en particulier celle des campagnes. Permettant une promotion au mérite dans une société traditionnellement hiérarchisée, l'armée agit comme un « niveleur

¹ Lavelle Pierre, *La pensée japonaise*, PUF, Paris, 1997, p. 65.

démocratique » (Ruth Benedict) et diffuse dans l'ensemble du corps social les valeurs de discipline et de sacrifice propres à l'idéologie guerrière et autrefois apanages de la seule classe des bushi². Avec Meiji, la tradition militariste débouche sur une société militarisée.

Le désastre de la 2^e guerre mondiale a pour conséquence la déconsidération du militarisme. À partir de 1945, l'un des principaux déterminants de la culture stratégique japonaise est voué aux gémonies. L'antimilitarisme succède au militarisme. On distingue deux grands discours après-guerre : un discours économique et social pragmatique et un discours éthique défendant l'humanisme, la démocratie, la paix. L'antimilitarisme semble ainsi avoir accouché d'un pacifisme, parfois présenté comme le nouveau pivot de la culture stratégique japonaise. Cette dernière affirmation appelle néanmoins de fortes réserves. L'analyse de la société japonaise invite en effet à distinguer l'antimilitarisme du pacifisme, le second tenant davantage du discours que d'un véritable déterminant culturel.

Pacifisme ou antimilitarisme ?

Le thème du « pacifisme » est en effet récurrent dans le discours politique nippon (Japan as a peace-loving nation – *heiwa kokka*). Ce discours s'appuie en premier lieu sur la constitution japonaise qui spécifie expressément, en son article 9, la nature pacifique du pays, en soulignant l'attachement du peuple japonais à la paix, mais aussi en consacrant sa renonciation au droit souverain de recourir à la force.

Le pacifisme, s'il est largement revendiqué par certains groupes (les marxistes, les partis socialistes et communistes, les associations de victimes des bombes nucléaires) semble en réalité être plus proche d'un attachement aux normes constitutionnelles et à leur corollaire la démocratisation et la prospérité économique. Plus qu'un idéal partagé, qui confinerait à une exigence morale, Lawrence Beer et John Maki parlent d'un « quasi pacifisme » qui prend ses sources dans la constitution³.

La plupart des analyses perçoivent en revanche la société japonaise contemporaine comme antimilitariste. L'antimilitarisme est en effet un sentiment prégnant dans l'opinion publique après la guerre désastreuse et la défaite attribuée aux militaires. On peut noter que les États-Unis ont fortement contribué au développement de cet état d'esprit, en imposant leur propre vision de la guerre durant l'occupation du Japon. Largement dominé par les Américains, le Procès de Tokyo (3 mai 1946-12 novembre 1948) désigne les chefs militaires comme responsables des agissements bellicistes japonais, ayant abusé l'empereur et le peuple nippon.

Les thèses des « militaires aventureux » et de la conversion de l'empereur au pacifisme et à la démocratie auraient émergé du consensus entre les autorités américaines et les élites japonaises conservatrices qui souhaitaient toutes deux conserver le régime impérial.

Plusieurs auteurs comme Thomas Berger et Peter Katzenstein ont développé une analyse constructiviste de la culture stratégique japonaise d'après-guerre, la caractérisant principalement par les normes antimilitaristes qui domineraient et expliqueraient une

² Fabrice Abbad, *Histoire du Japon 1868-1945*, Armand Colin, Paris, 1997, p.17

³ Lawrence W. Beer, John M. Maki, *From Imperial Myth to Democracy: Japan's Two Constitutions 1889-2002*, University Press of Colorado, 2002.

politique militaire et de défense minimale⁴. Le recours à la force militaire aurait ainsi perdu toute légitimité.

La culture du pragmatisme

Au-delà de la figure traditionnelle du guerrier, le souci permanent d'adaptation qui semble caractériser le Japon constitue pour beaucoup d'auteurs un second élément déterminant de la culture stratégique japonaise. Il explique le pragmatisme d'après-guerre du pays face aux nouvelles contraintes internationales, tout autant que le pacifisme « intéressé » de Yoshida.

Le pragmatisme :

un trait de l'esprit japonais, qui prend ses racines dans son histoire et sa géographie

Ruth Benedict⁵ fait de l'adaptation pragmatique aux circonstances un trait caractéristique de la pensée japonaise : « *Il est nécessaire pour les Japonais d'inspirer le respect. Les moyens qu'on utilise pour y parvenir sont des outils que l'on prend et que l'on dépose selon les circonstances. Quand les circonstances changent, le Japonais peuvent changer d'orientation et se mettre sur une nouvelle orbite. Le changement ne leur apparaît pas comme une question morale, contrairement aux occidentaux* » (p. 198). Les Japonais, dont le souci premier est de sauvegarder leur honneur (dans la lignée du bushido et de sa valorisation de l'honneur et du prestige), ne sont pas attachés à des principes forts, ni à une idéologie pérenne. Pragmatiques, ils cherchent la voie qui leur permettra d'arriver à leur fin. Lorsque la voie empruntée s'avère un échec manifeste (ainsi lors de la défaite de 1945), ils la considèrent simplement comme non pertinente et en empruntent une autre.

Ce thème de l'adaptabilité est également repris par le penseur japonais Maruyama Masao. Il montre que le culte du présent immédiat relègue les considérations conceptuelles et théoriques au profit du pragmatisme (pas de représentations précises de l'avenir).

Cette capacité d'adaptation prendrait ses racines dans l'histoire médiévale japonaise et ses valeurs. Kenneth Pyle⁶, qui place l'adaptabilité au centre de la culture stratégique japonaise dans son dernier ouvrage, montre comment le Japon des Tokugawa, microcosme du système international, a influencé en ce sens la pensée stratégique japonaise : la compétition entre les fiefs aurait en effet favorisé une vision du monde en terme de conquête de la puissance (vision réaliste). On peut également souligner la puissance de la classe des marchands durant Edo (1600-1868). La concorde interne et le relatif isolement japonais favorise l'expansion du commerce au détriment des guerriers qui se retrouvent dépourvus. Les marchands, pragmatiques, laissent une empreinte forte, qui explique également cette caractéristique japonaise.

Enfin, il faut bien entendu noter que la position géographique du Japon, considérée comme précaire, joue un rôle essentiel dans la genèse du pragmatisme nippon. Archipel

⁴ Thomas Berger, *Culture of Antimilitarism : National Security in Germany and Japan*, Johns Hopkins University Press, 2003. Peter Katzenstein, *Cultural Norms and National Security: Police and Military in Postwar Japan*, Cornell University Press, 1996.

⁵ Dans son ouvrage de référence : *Le chrysanthème et le sabre*, Picquier Poche, 1998 (première publication originale en anglais : 1946).

⁶ Par exemple : "Profound Forces in the making of Modern Japan", *Journal of Japanese Studies*, 32:2, 2006, pp. 393-418.

constituant le Finistère d'un énorme continent, sans ressources propres, dépendant du commerce pour sa survie, le Japon n'a pas la possibilité de faire passer des principes avant la satisfaction de ses besoins. Ce sont donc ces derniers qui dictent d'abord sa conduite, puis la recherche de la puissance et de l'honneur et, enfin, la tradition d'opportunisme. En outre, ces caractéristiques géographiques expliquent pour partie la tendance japonaise à l'isolement (*sakoku*), au retrait par rapport à la société internationale.

À chaque époque : maximiser les atouts japonais en se réformant en profondeur

Très sensibles à la situation extérieure (*jisei*), les dirigeants japonais n'hésitent pas à modifier leurs institutions pour permettre une plus grande flexibilité dans la politique étrangère. Kenneth Pyle explique ainsi qu'à la suite d'un changement de paradigme international, le Japon cherche non seulement à adapter sa stratégie, mais surtout va jusqu'à réformer ses propres institutions pour maximiser ses atouts. Ceci explique, entre autre, la « révolution de Meiji ».

Ainsi, le Japon, à chaque époque, cherche à obtenir de manière pratique, le maximum du contexte international pour aboutir au même objectif : préserver l'intégrité nationale, sécuriser la situation économique du pays, et la recherche d'un statut respectable, voire prestigieux.

Les moyens employés par le Japon dépendent de sa perception des relations internationales⁷. Dans les années 1920, le Japon, vainqueur de la guerre de 1914-18, participe au concert des nations, intègre la SDN et souhaite être considéré comme l'une des grandes puissances. Il s'oriente donc vers une approche d'intégration politique et économique. Pourtant, sa diplomatie subit plusieurs revers (absence de clause qui rejetant le racisme dans le Traité de Versailles, retrait de ses troupes de certains territoires gagnés par les armes, discrimination à l'émigration aux États-Unis et restriction, par le traité de Washington des capacités de sa flotte de guerre). La déception liée à l'échec de cette approche et la montée des puissances révisionnistes l'engagent à se tourner vers une attitude agressive. Par la suite, dans l'après-guerre, le Japon estime, au vu du contexte politique international et des contraintes institutionnelles pesant sur sa défense, que le champ économique et commercial doit devenir un terrain d'action prioritaire pour le développement de sa puissance. C'est la « doctrine Yoshida », qui privilégie le développement économique du Japon, au dépens de sa puissance militaire. Le comportement « guerrier » organisé, agressif, loyal et absolu se déploie dans le domaine économique et commercial. On parle de « stratégie » des entreprises japonaises pour conquérir le monde (le spécialiste mondial de la stratégie d'entreprises, Ohmae Kenichi, est japonais). Les Japonais sont des « samouraïs du management ». Les hommes japonais, dans l'après guerre, consacrent leur vie, non plus à la grandeur de leur pays, mais de leur entreprise, qui adopte des attitudes de seigneur bienveillant (emploi à vie...).

⁷ Cette thèse est notamment développée par Iriye Akira, (art)

La remilitarisation actuelle : rupture ou continuité ?

L'actuel premier ministre japonais, Shinzo Abe, a placé son mandat sous le signe de la « rupture ». Il s'agit, pour lui, d'« en finir avec le régime de l'après-guerre » (*sengo regime dakkyaku*), c'est-à-dire de réviser la constitution, de « normaliser » la défense du pays et de rétablir la fierté du peuple japonais. Au-delà de la rhétorique, la question de la qualification de l'actuelle stratégie du pays reste en suspens : le discours de la rupture marque-t-il une nouvelle grande phase d'adaptation du Japon ou masque-t-il une politique toujours en continuité avec l'antimilitarisme « intéressé » de la doctrine Yoshida ?

Étapes et débats de la normalisation

Une revue rapide des principales étapes du « réarmement » japonais depuis 1945 montre la centralité de l'adaptation dans l'évolution de la posture japonaise de défense.

On peut, avec Jennifer Lind⁸, constater que les normes antimilitaristes, si elles sont bien présentes, ne sont pas pour autant déterminantes dans le choix de la stratégie adoptée par le Japon.

Certes, le Japon met en place un pacifisme intéressé et édicte des normes antimilitarisme

La doctrine Yoshida a ainsi permis aux gouvernements japonais de déléguer la défense du pays à l'allié américain, pour se concentrer sur son développement économique. Le recours à la thématique du pacifisme fait partie d'une « rhétorique de la négociation » avec son allié américain. L'argument du pacifisme a par exemple permis au Japon de sauvegarder en partie son autonomie nationale durant la guerre froide.

Dans la même logique, le gouvernement japonais met en place un certain nombre de normes antimilitaristes, qui prennent leurs racines dans l'interprétation politique de la constitution.

- refus de l'usage de la légitime défense collective ;
- pas de capacité offensive ;
- les trois principes non-nucléaires de 1967-Satô (pas de fabrication, pas d'utilisation, pas de passage sur le territoire d'armes nucléaires) ;
- interdiction d'exporter des armes (1967-Satô) et de technologies militaires (1976) ;
- limitation du budget de défense inférieur à 1 % du PNB (1976).

⁸ "Pacifism or Passing the Buck? Testing Theories of Japanese Security Policy", *International Security*, Vol 29, No. 1 (Summer 2004).

Mais chaque désengagement (ou perception de désengagement) de Washington dans la région amène le Japon à faire des concessions aux demandes américaines de réarmement⁹.

Pour cela, Tokyo peut contourner largement ou faire des exceptions aux contraintes qu'il s'est lui-même imposé.

C'est à la suite de la doctrine Nixon (1969) qui annonce le désengagement américain en Asie notamment, que le Japon publie, en 1976, les nouvelles directives pour sa défense nationale depuis la fin de la guerre. Elles se fondent sur la posture de défense autonome (*jisei boei*) et le concept de « force de défense standard » (*kibanteki boei ryoku*) qui supposent que le Japon maintienne une capacité militaire minimale afin de dissuader une agression de petite envergure. Cette stratégie n'est pas basée sur une évaluation des menaces, mais répond directement au retrait relatif des Américains dans la région. Les chefs des trois armes militaires japonais ont rejeté cette conception qui restreignait toute planification militaire élaborée. Suivent en 1978, les nouvelles orientations pour la coopération de défense nippo-américaine. Tokyo accepte, à cette occasion, de prendre en charge la protection des voies maritimes dans un périmètre de 1 000 miles nautiques autour du territoire japonais. A la même époque, Tokyo signe un accord secret avec Washington permettant le transit d'armes nucléaires américaines dans les ports japonais. En 1983, les transferts de technologie militaire vers les États-Unis sont admis comme une exception à l'interdiction édictée en 1967. Enfin, en 1986, Nakasone élève le budget de la défense nationale à plus de 1 % du PNB.

Au fil des années, Tokyo ne s'est pas tourné vers une neutralité pacifique, mais a développé une force armée qui bénéficie du 5^e budget mondial de défense (avec une restriction sur les armes à caractère offensif).

Dans l'après-guerre froide, le mouvement pacifiste perd de sa vigueur

L'effondrement du bloc soviétique n'entraîne pas d'évolution stratégique notable en Asie, qui se caractérisait par une paix retrouvée. Au contraire, les menaces se multiplient : la Corée du Nord développe l'arme nucléaire et un arsenal de missiles balistiques de plus en plus sophistiqués. L'ascension de la Chine, qui s'accompagne d'un renforcement de sa capacité militaire, inquiète.

Par ailleurs, 1994-96, le parti socialiste, afin de parvenir à former une coalition gouvernementale avec le PLD, reconnaît la légalité des FAD et du traité de sécurité avec les États-Unis et renonce par-là à la position qu'il défendait depuis 50 ans. Ce revirement porte un coup sérieux au mouvement pacifiste qui perd dès lors son influence sur la scène politique. L'alliance avec les États-Unis devient une norme incontestable pour les principaux partis japonais.

Les Japonais redoutent un nouveau désengagement américain de l'Asie dans l'après-guerre froide, et font une nouvelle concession. En 1995, le nouveau programme de défense nationale ne se limite plus au seul territoire japonais mais inclut dans la stratégie de défense du pays « la région entourant le Japon » (« area surrounding Japan » : région qui n'est d'ailleurs pas définie géographiquement mais seulement politiquement). Les orientations de défense sont de nouveau révisées en 1997 et, en 1999, la « Regional Contingency Law »

⁹ Les États-Unis plaident en effet en faveur d'un réarmement japonais et d'une prise en charge par l'archipel de sa sécurité militaire.

permet aux FAD d'assurer un soutien logistique arrière aux forces américaines présentes autour du territoire japonais.

Depuis la Guerre du Golfe, nouvelle normalisation militaire du Japon

La dernière remilitarisation du pays prend naissance dans le traumatisme de l'humiliation subie à l'occasion de la guerre du Golfe. La « diplomatie du chéquier » ayant montré ses limites, le Japon, en s'appuyant sur la nouvelle posture du « pacifisme actif dans le monde », engage ses forces à l'étranger. La loi dite PKO est adoptée en 1992 pour permettre aux FAD de participer sous conditions à des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

La perception des menaces joue également un rôle important. La Corée du Nord est clairement définie comme la première menace pesant sur le Japon. Récemment, la Chine a également été qualifiée comme un danger potentiel. Dans ce contexte, le renforcement des capacités de défense japonaises au sein de l'alliance avec les États-Unis est considéré comme la stratégie la plus efficace. Ainsi, le récent accord sur le réalignement des forces américaines, prévoit, entre autres, l'amélioration de l'interopérabilité entre les appareils militaires des alliés. Cette évolution, notamment à travers la mise en place d'un bouclier de défense antimissile, met à mal la doctrine japonaise d'abandon de la légitime défense collective mais permet de rééquilibrer l'alliance en faveur du Japon.

En outre, même si le Japon place les interventions des FAD dans l'Océan Indien (dès 2001) et en Irak (dès 2003)¹⁰ dans le registre de la « sécurité collective » onusienne, ces missions constituent également des marques de bonne volonté envers l'allié américain, dont le soutien est crucial, notamment face à la Corée du Nord.

Ces renforcements de la capacité de défense japonaise doivent néanmoins être nuancés. Si le nouveau programme de défense nationale en 2005 prévoit le développement d'une force de défense flexible et multifonctionnelle, il est cependant critiqué par les analystes militaires qui déplorent son manque de vision stratégique (Kensuke Ebata). La prudence dont le rapport fait preuve traduirait le manque de stratégie arrêtée alors que le Japon est en pleine redéfinition de sa posture de défense.

La politique japonaise des « petits pas » et du fait accompli (*kiseijijitsu*), a confirmé la thèse d'une stratégie d'adaptation, sans vision d'ensemble préétablie. D'ailleurs, chaque pas vers le réarmement a provoqué des protestations populaires, mais peu de débat politique en comparaison.

Enfin, à l'heure actuelle, les missions des FAD en dehors du territoire japonais restent strictement non-militaires : logistiques, humanitaires. En dépit des adaptations de la doctrine Yoshida, le Japon reste donc une puissance civile. Les évolutions, depuis une dizaine d'années, en matière de politique de défense ne seraient donc pas caractéristiques d'une rupture de l'approche japonaise mais traduisent plutôt l'appropriation de nouveaux outils permettant au Japon d'assurer sa sécurité et d'améliorer son autonomie dans un nouvel environnement international¹¹.

¹⁰ Aux lendemains des attentats du 11 septembre 2001, le Japon vote la loi antiterroriste qui permet d'envoyer des troupes en renfort logistique de la coalition américaine en Afghanistan (dans l'Océan indien). En juin 2003, la loi sur la reconstruction de l'Irak sert de fondement légal à l'envoi des FAD en mission humanitaire à Samawah (Irak).

¹¹ Régine Serra, *L'évolution stratégique du Japon: un enjeu pour l'Union*, Occasional Paper n°59, Institut d'études de sécurité de l'Union européenne, Bruxelles, juin 2005, 40 p.

C'est dans ce contexte que le nouveau dirigeant du PLD, Shinzo Abe, est arrivé au pouvoir avec l'ambition de réviser la constitution afin de légaliser les FAD et de relancer le débat sur l'usage de la légitime défense collective. Cette « normalisation » du Japon trouve sa source dans une double évolution, celle de la situation internationale, mais également celle du débat politique interne sur les questions de défense. L'arrivée d'une nouvelle génération d'hommes politiques au pouvoir a favorisé la remise en question de plusieurs paradigmes ayant conditionné la défense nipponne d'après guerre. Les débats se concentrent aujourd'hui sur trois points en particulier : l'alliance avec les États-Unis, la révision de la constitution et l'acquisition de l'arme nucléaire.

Éléments de rupture et de continuité

Le nouveau discours stratégique japonais s'appuie sur une rhétorique de rupture qui s'accompagne d'une posture néo-nationalisme révisionniste. Plusieurs éléments limitent la thèse du succès de cette tendance : la pluralité des points de vue au sein du monde politique et le poids de l'opinion publique antimilitariste.

Le nouveau discours stratégique japonais

Le nouveau discours japonais et son vocabulaire de rupture (« État normal » - *futsuuna kokka*, « en finir avec le régime de l'après-guerre ») ont connu un précédent lors du gouvernement Nakasone (1982-87), qui usa d'une terminologie voisine : « État ordinaire » (*zairai-gata kokka*), « fin de l'après-guerre ». Nakasone est à l'origine de controverses durables depuis ses visites au Yasukuni et l'édition, sous son mandat, de manuels révisionnistes. Sous son gouvernement, la limite des 1 % du PNB pour le financement de la défense est dépassée. Son expérience a cependant montré les limites d'un projet nationaliste japonais. Désirant à la fois nourrir le patriotisme nippon en visitant le Yasukuni et promouvoir le Japon sur la scène internationale, Nakasone a finalement décidé de donner la priorité au rétablissement des relations diplomatiques avec la Chine et la Corée en suspendant ses visites.

Shinzo Abe se considère clairement comme un réformateur éclairé : il fait régulièrement référence aux grands personnages qui ont permis la modernisation du Japon sous Meiji (Yoshida Shoin, Fukuzawa, Yukichi)¹². Il prône la fierté dans la culture et les valeurs traditionnelles japonaises comme socle d'une refondation nationale¹³.

¹² "A famous Japanese scholar, Shoin Yoshida, was able to provide the young men of the Choshu Clan with an education that instilled them with aspirations in only three short years, producing many promising leaders. Yoshida's small school, known as "Shoka Sonjuku," turned out to become the womb of the Meiji Restoration. I will immediately engage myself in rebuilding education, to nurture people who value their families, their communities, and their country, who cherish human life, and who are filled with rich humanity, creativity and discipline." (discours du 29/09 sur la réforme de l'éducation), et "Yukichi Fukuzawa once said that the samurai spirit is distinguished by "a willingness to face daunting challenges and persevere to accomplish the tasks." It must have been that challenging spirit, which dares to take on difficult tasks optimistically, that enabled our country to forge the modern Japan from the Meiji Restoration." (Conclusion du discours de politique général de septembre 2006).

¹³ « Our country Japan possesses beautiful nature, long history, culture and traditions, which we could be proud of in the world. With this tacit pride in our hearts, the time has now come to take a step forward toward a new nation building."(discours de politique générale, 26 janvier 2007)

Les récentes réformes institutionnelles du gouvernement Abe participent de fait d'une démarche de rupture avec les grands principes d'après-guerre. Ainsi, avec la réforme de la loi fondamentale sur l'éducation fin 2006, nourrir l'amour du pays devient un des objectifs de l'éducation, qui doit également promouvoir l' « esprit public » (ou esprit collectif, c'est-à-dire en opposition à l'individualisation excessive issue de l'influence américaine qui a conduit à la déchéance des valeurs) et le retour de la moralité. Autre réforme significative, l'agence de défense devient un ministère. Le MOFA prenait jusqu'à maintenant les grandes décisions stratégiques et l'agence de défense n'agissait qu'en exécutant, strictement contrôlé concernant ses dépenses par le ministère des finances. Désormais, le Mindef est plus indépendant (il demande et surtout défend lui-même son budget) et son influence est plus grande en matière de proposition politique¹⁴. Enfin, le gouvernement Abe a fait adopter une loi pour l'organisation d'un référendum constitutionnel en vue d'une prochaine révision de la Constitution.

Le discours et l'action du gouvernement Abe s'inscrivent dans un contexte propice depuis la fin de la guerre froide : le Japon a subi un double traumatisme avec le choc psychologique de l'humiliation de la guerre du Golfe et un choc économique avec la crise qui a suivi l'éclatement de la bulle financière.

Les « principes antimilitaristes » sont donc mis à mal, ainsi de la promesse de ne plus faire du Japon une grande puissance militaire.

La question du nationalisme et du retour du militarisme

Les enjeux concernant la politique de sécurité sont également liés à la définition de l'identité japonaise. Le nationalisme japonais contemporain est l'élément qui conditionne la perception des réformes en cours au Japon : le réarmement « raisonnable » du Japon est alors perçu comme une dangereuse entreprise militariste.

Le néonationalisme, et le révisionnisme historique qui l'accompagne, prônés ouvertement par certains groupes marginaux sont depuis plusieurs années relayés au plus haut niveau de l'État : ainsi des anciens premiers ministres Mori (le Japon comme « le pays des dieux »), Koizumi (visites au Yasukuni) et Abe.

Shinzo Abe a fait partie de deux groupes révisionnistes : l'un au sein du PLD (*rekishi kentô iinkai* – 1993-1995), l'autre, à la chambre des représentants, réunissant une centaine de députés pour la réforme de l'enseignement de l'histoire (*Nihon no Zento to Rekishi Kyoiku o Kangaeru Wakate Giin no Kai*). Ces groupes se sont vivement opposés au projet du premier ministre socialiste Murayama en 1995 de faire voter une résolution à la Diète présentant officiellement les excuses du Japon à ses voisins asiatiques pour ses actes de colonisation et de guerre. Ils défendent au contraire une vision déformée de l'histoire japonaise, purgée de ses pages noires. Ils nient ou minimisent les crimes de guerre du Japon (Massacre de Nankin, femmes de réconfort, entre autres), soutiennent que la guerre du Pacifique en Asie n'a pas été une guerre d'agression, mais une guerre de libération pour l'Asie. En conséquence, ils préconisent une refonte des manuels scolaires d'histoire. Enfin, un "mouvement national" (*kokumin undô*) centré sur des intellectuels, afin d'infuser cette perception de l'histoire dans l'ensemble de la nation est mis en place.

¹⁴ Mais est-il prêt pour cela ? Les cafouillages au sommet du Ministère de la défense se multiplient. Le 27 août, Komura Masahiko devient le 3ème ministre après Koike Yuriko (juillet-août 2007) et Kyuma Fumio. Le numéro 2 du Ministère depuis 4 ans : Moriya Takemasa a été écarté au profit de Masuda Kohei, à la mi-août.

Une des émanations de cette mouvance parlementaire est le « groupe pour l'écriture de nouveaux manuels d'histoire » (*Tsukurukai*). Ce groupe propose, depuis 2001 un manuel d'histoire révisionniste qui, malgré son insuccès auprès des établissements scolaires nippons, provoque de vives critiques de la Chine et de la Corée. *Tsukurukai* partagent les valeurs et les objectifs des néoconservateurs au pouvoir depuis 2000 : ils souhaitent restaurer la souveraineté japonaise, mise à mal après la défaite de 1945. La souveraineté dans le domaine historique (réécriture de l'histoire contre une version à la fois américanisée et marxiste) est l'une des facettes d'une souveraineté constitutionnelle, politique et territoriale à reconquérir. Une autre caractéristique de ces groupes est leur « réalisme » : « la fabrication du nationalisme japonais d'après-guerre, révisé et reformulé pour être en accord avec les changements de l'après-guerre froide »¹⁵. Ce groupe réagit au contexte international changeant en réinterprétant l'histoire. L'histoire devrait suivre les ambitions du pays, et donc servir l'État. Pour Fujioka, ce dont le Japon a besoin d'une identité forte. L'histoire japonaise devrait donc mettre en avant les valeurs positives du Japon, pour construire une identité politique forte. Ces mêmes objectifs sont à l'origine de la réforme de la loi fondamentale sur l'éducation adoptée fin 2006.

Par ailleurs, les visites officielles au sanctuaire Yasukuni font également craindre un retour du militarisme. La visite du premier Ministre japonais Koizumi au sanctuaire Yasukuni¹⁶ en 2001 a provoqué la suspension du dialogue politique entre Tokyo et Pékin, et dans une moindre mesure, Séoul. La Chine et la Corée soutiennent que ces visites officielles à un mémorial shintoïste qui accueille les esprits des soldats japonais morts pour la patrie, ainsi que celles de quatorze criminels de classe A (jugés par le Tribunal de Tokyo en 1948), montrent que le Japon ne condamne pas son passé agressif. Ces visites sont également interprétées comme la renaissance du nationalisme et militarisme d'avant-guerre, alors que le Japon renforce ses capacités d'intervention militaire.

Les questions des manuels et du Yasukuni ne sont qu'une facette des querelles historiques complexes entre la Chine, le Japon et la Corée concernant la dernière guerre (1931-1945). Comme l'histoire de la guerre n'a jamais été librement et systématiquement débattue en Asie orientale, elle est l'otage des nationalismes et régulièrement utilisée comme un outil diplomatique. La question du Yasukuni est donc à la fois un réel problème historique et une carte diplomatique dont le rôle est d'attaquer la légitimité morale d'une puissance politique en devenir. On peut douter de la pertinence d'afficher de telles opinions nationalistes et révisionnistes dans un contexte tendu, et simultanément à une entreprise de renforcement des capacités militaires nationales. En outre, les limites d'une attitude bornée concernant les questions historiques apparaissent rapidement : en témoigne le gel des relations avec la Chine et la Corée du Sud sous Koizumi, ou plus récemment, le malaise provoqué par la controverse sur la question des « femmes de réconfort » (ces femmes réduites à l'esclavage sexuel par l'armée impériale durant la guerre) entre Tokyo et Washington.

Enfin, la thèse du retour du nationalisme militariste doit être fortement nuancée. Le Japon est une démocratie : la pluralité politique et l'opinion publique pacifique s'opposent à cette tendance.

¹⁵ In Hein Laura et Selden Mark ed., *Censoring history : Citizenship and Memory in Japan, Germany and the United-States*, Asia and the Pacific Series. Armonk, New York: M.E. Sharpe, 2000.

¹⁶ Le sanctuaire shintoïste Yasukuni a été fondé en 1869 par l'Etat japonais afin de rendre hommage aux soldats morts pour la patrie. Il a été placé sous la tutelle du ministère de l'armée et de la marine avant de perdre son statut de sanctuaire d'Etat en 1945. L'actuelle Constitution prévoit d'ailleurs la séparation de la religion et de l'Etat dans son article 20.

La démocratie japonaise contraint la montée nationaliste et conditionne la définition d'une nouvelle stratégie de défense

1. L'opinion publique pacifique

Au-delà des actes, l'actuelle redéfinition de la posture militaire du Japon apparaît donc comme le pendant d'une politique prônant un retour aux valeurs traditionnelles et une révision de l'histoire de la seconde guerre mondiale. Portée avant tout par une partie des politiciens conservateurs, cette vision ne semble cependant pas, pour le moment, avoir trouvé de large relais dans l'opinion publique. La défaite du PLD aux élections sénatoriales marque, pour une grande part, la relative indifférence des Japonais pour la question nationaliste, jugée secondaire par rapport aux difficultés économiques.

Certes, ce sont les élites conservatrices qui ont décidé de la stratégie nationale. Mais aujourd'hui, il s'agit de réviser la constitution, et de se confronter à l'opinion publique dans un Japon qui expérimente la démocratie depuis 50 ans. Dès lors, si l'on ne peut que constater l'adaptation de la politique de défense du Japon, la mise en œuvre d'une véritable « rupture » en la matière semble buter sur la contrainte que représente l'opinion publique.

L'opinion publique est en effet très sensible au thème du pacifisme, partiellement amalgamé à l'idée de démocratie. D'où la crainte que toute révision ou suppression de l'article 9 de la Constitution mènerait à la faillite de la démocratie japonaise par le retour du militarisme, perçu, au-delà de l'expérience historique, comme une caractéristique fondamentale de la société japonaise. Une partie de l'opinion doute de la solidité de la démocratie japonaise d'après-guerre et se montre ainsi très sensible au maintien du contrôle des civils sur les militaires. Si une majorité des Japonais considèrent favorablement les activités des Forces d'autodéfense et sont d'accord pour inscrire officiellement leur existence dans la Constitution, la population n'admet pas pour autant la légitimité et les vertus du recours à la force.

Paul Midford¹⁷ montre que l'opinion publique japonaise est pourtant devenue de plus en plus réaliste, en ce sens qu'elle reconnaît l'utilité d'une capacité militaire apte à répondre aux menaces qui se sont multipliées dans l'après guerre froide. Les Japonais ne considèrent toutefois pas que l'intervention militaire à l'étranger soit un outil adapté de promotion la démocratie. Les interventions se justifient en revanche pour l'accomplissement de missions humanitaire, de sauvetage ou en soutien au processus de reconstruction ou de développement. Midford en conclut que les interventions « à la limite » comme en Irak (absence d'aval de l'ONU pour l'intervention, absence de rapport direct avec la sécurité japonaise) pourraient rester marginales. En revanche, l'accroissement des missions humanitaires des SDF ne devrait pas rencontrer d'opposition. Enfin, la mise à niveau et la transformation de la capacité de défense du territoire japonais (bouclier antimissile) bénéficieraient d'une compréhension certaine de la part de l'opinion publique, en particulier dans le contexte actuel (menace nucléaire et balistique nord-coréenne).

Plutôt que de nationalisme militariste, la situation actuelle du Japon pourrait donc être qualifiée de réalisme défensif.

¹⁷ "Japanese Public Opinion and the War on Terrorism: Implication for Japan's Security Strategy", *Policy Studies* n°27, East-West Center, Washington, 2006.

La thématique de la rupture se trouve limitée par le pacifisme prégnant de l'opinion publique. Portée par une partie des conservateurs, la rupture doit également faire face à une classe politique plurielle.

2. La pluralité des discours politiques

Richard Samuels identifie quatre grandes écoles politiques concernant la posture de défense du Japon.

Les **pacifistes** (PSJ, PSJ) perdent progressivement du terrain car le contexte international se fait plus instable et menaçant pour le Japon. Le parti socialiste se saborde en 1994, l'opinion publique évolue, le PDJ reste divisé. Au sein de la coalition au pouvoir, le Komeito s'est compromis avec le PLD.

Les **néoautonomistes** (Ishihara Shintaro, Kobayashi Yoshinori) défendent la valeur centrale de l'autonomie dans le discours de sécurité japonais. Partisans de la « défense autonome » (*jishu boei*), à l'image de Nakasone, ils se sont intégrés au PLD. Ils doutent de la volonté des États-Unis de défendre le Japon et considèrent la subornation stratégique japonaise vis-à-vis de Washington comme un affront à sa dignité nationale.

Les « **normal-nationalistes** » cherchent le prestige à travers la force armée. Ils peuvent être divisés en 3 sous-groupes. D'abord les internationalistes (Ozawa), désireux d'employer les FAD à l'étranger seulement sous l'égide de l'ONU. Ozawa se déclare également contre la présence des 14 criminels de guerre au Yasukuni. Les réalistes ensuite (Watanabe Tsuneo, rédacteur en chef du Yomiuri), opposés aux visites officielles provocantes au Yasukuni, ils sont favorables au maintien de l'alliance avec les États-Unis tant que la Chine et que la Corée du Nord restent menaçantes. Enfin les néoconservateurs (Abe, Koizumi), favorables aux visites au Yasukuni, ils soulignent la centralité de la relation avec les États-Unis pour la défense japonaise (même s'ils restent sensibles à la délicate question des bases américaines).

Les « **middle-power internationalists** » sont eux réticents à recourir à la force en général. Parmi eux, les « mercantiles » insistent sur la nécessaire relation avec les États-Unis pour développer la puissance commerciale du Japon. Les « asianistes » sont plutôt enclins à un rapprochement avec les pays asiatiques en vue de la construction d'une entité régionale. Ils insistent en général sur l'identité de « puissance civile » du Japon.

Le consensus n'existe donc pas sur les trois grands débats au centre de la problématique stratégique du Japon : l'alliance avec les États-Unis, la révision de la constitution et la question de l'arme nucléaire

CONCLUSION

En tout état de cause, les réformes amorcées depuis une quinzaine d'années et le nouveau discours stratégique japonais ne constituent pas une rupture fondamentale avec les valeurs et la voie qui ont prévalu depuis 1945. La relation de défense avec les États-Unis n'est pas remise en cause, mais se voit au contraire renforcée. Ceci n'empêche cependant pas le Japon de vouloir s'autonomiser afin de faire valoir des options diplomatiques plus affirmées et être en mesure d'assurer sa défense d'une manière plus efficace. Enfin, Tokyo, à travers le développement des activités de maintien et de construction de la paix, espère devenir une puissance incontournable pour accéder à la reconnaissance suprême : un siège au conseil de sécurité.

Le pragmatisme ayant été défini comme un élément déterminant de la culture stratégique japonaise, nous voyons dans les évolutions actuelles une nouvelle illustration de l'adaptation non idéologique des Japonais à leur environnement plutôt qu'une véritable rupture, soutenue par une frange seulement de la classe politique.

Le Japon cherche à renforcer son poids sur la scène politique. Plus que par un réarmement aux conséquences incertaines, son ambition passe par l'obtention d'un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies. Dans cette perspective, par la crainte qu'il inspirerait chez ses voisins, un réarmement accompagné d'une idéologie néonationaliste et révisionniste, ne pourrait lui être que défavorable. Le Japon en a conscience et prend soin de placer ses interventions sous l'égide de l'ONU. Ce type de démarche, rassure ses voisins, crédibilise sa candidature à un siège de permanent, tout en lui permettant de ménager son allié américain.

Le pacifisme n'est certes pas déterminant – Tokyo a bien compris la nécessité d'intervenir à l'extérieur – mais il constitue le seul projet national du Japon dans l'après guerre (du pacifisme défensif au pacifisme « ouvert sur le monde »). Il reste également le seul projet acceptable par ses voisins asiatiques. Il a l'avantage enfin d'être pertinent dans l'époque actuelle où les besoins de maintien et de construction de la paix sont criants. Le Japon bénéficie en outre d'une image positive pour cette mission : comme pays asiatique, il n'est pas ethniquement assimilé à l'homme occidental, bouddhiste et shintoïste, il ne cherche pas à imposer de religion et se pose en dehors des problématiques de guerre sainte. De plus, comme l'a bien compris le ministre des affaires étrangères Aso, dans sa conceptualisation de la diplomatie japonaise : Tokyo, exemple d'une démocratie non-occidentale prospère, cherche à faire profiter les autres pays de son expérience. Pour cela, contrairement aux États-Unis, il prône le respect des caractéristiques nationales, et non l'exportation d'un modèle spécifique.

Le raisonnement qui se justifiait depuis 1945 (doctrine Yoshida) : « le Japon n'a pas d'arme, donc il n'est que peu respecté, mais il est prospère », n'est plus valable. La puissance économique doit désormais s'accompagner d'un rôle militaire sur la scène internationale, afin de susciter, au moins, le respect. Mais le syllogisme de Yoshida reste la référence derrière tout débat sur le rôle stratégique du Japon.

Rédaction achevée le 14 septembre 2007